

## Midi de la finance : Et si on parlait Commodities ?

### 1) Introduction aux enjeux

*Cette première conférence-débat du 5 septembre a permis de décrire les maillons et les acteurs de la chaîne de valeur du producteur jusqu'au consommateur, en relevant les multiples points d'entrée possibles pour le financement. Puis elle a abordé les enjeux de la financiarisation du négoce des matières premières, en portant une attention particulière sur la responsabilité du secteur quant aux matières premières alimentaires.*

Depuis la crise de 2008, et sur fond de croissance de la population mondiale et d'émeutes de la faim, les enjeux de la volatilité des prix des matières premières se sont imposés aux instances internationales comme au secteur financier. La responsabilité sociale des acteurs est engagée car si les matières premières ne représentent en général que 1 à 4% du prix d'un produit fini, elles fournissent souvent le 100% du revenu d'un producteur.

Mme Nathalie Jaubert, active dans la responsabilité sociale et environnementale chez BNP Paribas a exposé les actions effectivement menées au sein d'un grand groupe pour rendre les métiers de la banque plus responsables. Elle a ensuite décrit les grandes lignes d'une démarche idéale. M. Nabil Abdul-Massih, Managing partner de INOKS Capital, a quand à lui expliqué les critères de responsabilité et la validation économique de leur financement activiste, dont la particularité est de concerner toute la chaîne de valorisation d'une matière première dès la production. Ces deux approches ont donné une vision large des possibilités de financement et d'investissement responsables dans le secteur des commodities.

### Quelles actions pour des investissements responsables ?

Pour BNP Paribas, face à la question non résolue de la responsabilité du secteur financier, il a été décidé que le principe de précaution devait prévaloir dans le domaine des matières premières essentielles à la vie. La banque s'impose ainsi :

- de s'assurer de l'utilisation finale des ces matières premières alimentaires (définies par le Basic Food Index de la FAO) en excluant toute transaction dérivée à but purement financier. Elle continue par contre de couvrir le risque de prix par exemple ;
- d'offrir des produits financiers avec un horizon de placement de moyen à long terme uniquement. Elle exclut ainsi les ETF pour ces matières premières essentielles.

Ces politiques sectorielles pour limiter l'influence de la banque sur la variation des prix des matières premières alimentaires seraient idéalement accompagnés de mesures en faveur d'une agriculture durable dans le domaine des enjeux sociaux (indemnisation adéquate des petits et moyens producteurs, amélioration de l'outil de travail par du capacity building) et environnementaux (préservation des sols, des forêts et de la biodiversité). Pour ces domaines, BNP Paribas a introduit des bonnes pratiques ou des politiques incitatives (demande d'informations, attirer l'attention sur des risques de procès). Sur un plan global, la démarche ne peut de façon réaliste qu'être progressive et incitative : « We learn as we do ».

L'orateur d'INOKS a présenté leur stratégie activiste qui consiste à financer une croissance organique, en fournissant du capital pour des activités tangibles, non spéculatives, dans l'agriculture et dans les énergies des économies émergentes en croissance. Le processus d'investissement intrusif assure la transparence et le compliance.

Leur choix d'un investissement durable répond non seulement aux critères ESG/SRI mais doit être économiquement viable pour toutes les parties prenantes. Un investissement responsable ne doit pas générer d'externalités négatives (impacts indirects sur les droits de l'homme ou via la production d'armes par exemple) et doit au moins apporter une externalité positive comme par exemple la réduction de la pauvreté ou l'amélioration de la sécurité alimentaire. Des critères discriminants et qualifiants sont ainsi appliqués.

- Cette gestion activiste d'INOKS, dite granulaire, qui intervient à chaque étape de la chaîne de valeur dans l'identification du type et du lieu de production durables, dans celle des fournisseurs et des intrants adéquats, permet de gérer les risques atypiques inhérents aux premiers stades de la production et de financer en amont des coopératives de producteurs. Pour leur part les grandes institutions n'interviennent généralement qu'à partir de l'étape du stockage. Dans ce modèle de financement, les producteurs ont l'avantage d'être payés 48h après la livraison de leur produit au lieu de vivre à crédit, et ce parfois pendant de longs mois.
- Ce type de financement, qui induit une façon de gérer les investissements, est appliqué avec la même exigence et le même succès aux cultures de rentes, soit d'exportation, comme le café ou le cacao, qu'aux cultures vivrières pour le marché local comme le riz.

En réponse aux questions concernant la rentabilité des investissements responsables de ce type, l'orateur d'INOKS répond qu'une démarche durable économiquement est efficace par définition. Quelques exemples : l'usage optimal de pesticide mais aussi l'application rigoureuse de critères de durabilité comme le choix de n'exploiter de la canne à sucre que si elle se trouve à moins de 50km d'une sucrerie. Ou encore le financement de cultures vivrières si le transit de denrées alimentaires à l'export ne se justifie pas. « Le Brésil ne pourra pas nourrir la Chine ».

Finalement, pour les matières premières comme les produits pétroliers, l'option a été prise de ne financer que les activités répondant à un besoin d'électricité ou de motricité. Pour l'éthanol, l'investissement doit correspondre à un besoin interne d'énergie du pays et ne pas être en opposition avec l'alimentation.

### **Conclusion : une décision d'agir et d'investir plus durablement**

Les acteurs doivent définir leur stratégie. Auto-régulation ou décision d'agir selon certains principes car le marché ne fonctionne pas toujours optimalement dans ce secteur (rapports de force défavorables entre producteurs et intermédiaires par exemple, offre et demande peut-être modifiée par la disproportion entre transactions financières et réelles, acteurs dominants comme dans le cacao).

Il y a un besoin réel de financement dans les outils de production à moyen et long terme auquel il est nécessaire de répondre. Une concentration sur une valeur ajoutée réelle des activités financées et pour les grands groupes déjà engagés une augmentation progressive du financement d'activités réelles.

Pour les grands groupes, qui dépendent de l'information ou de la vérification par des tiers, la priorité doit être donnée à la durabilité de la partie plantation/production car c'est là qu'il y a le plus d'impacts environnementaux et sociaux.

La demande des consommateurs et l'exposition à des risques d'image ou de procès continuera de faire pression sur le secteur. Les consommateurs devront par ailleurs s'habituer à payer leur nourriture et leurs textiles plus chers.